



OBSERVATOIRE DU SAHEL

**FACE AUX INSURRECTIONS
JIHADISTES, LES DIFFICULTÉS
D'UNE GUERRE ASYMÉTRIQUE
AU SAHEL**

Auteur : Jean-Pierre OLIVIER de SARDAN

Jean-Pierre OLIVIER de SARDAN, qui a la double nationalité française et nigérienne, est directeur de recherche émérite au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et directeur d'études (professeur) à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (France). Il est un des fondateurs du LASDEL (Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local, www.lasdel.net) à Niamey, laboratoire de sciences sociales internationalement reconnu, dont il a dirigé de nombreux programmes de recherche sur les politiques publiques en Afrique, et auquel il est toujours rattaché.

Coordinateurs scientifiques ;

DR. LADJI KARAMOKO OUATTARA,

DR. SAÏD ABASS AHAMED.

Résumé

D'origine extérieure, l'insurrection jihadiste au Sahel s'est endogénéisée et contrôle désormais de vastes espaces qui échappent aux Etats, où elle impose ses propres règles, combinant fondamentalisme coranique, allégeance et terreur, tout en progressant vers le Nord des pays côtiers. Les interventions extérieures (Minusma et Barkhane surtout), auxquelles les coups d'état militaires ont mis fin, n'ont pas permis de remporter des succès probants ni même de freiner l'expansion jihadiste. La capacité propre des armées nationales et des Etats à remporter cette guerre asymétrique est donc décisive, mais se heurte à divers obstacles, comme la corruption dans les armées et le reste des institutions étatiques, la relations parfois délicates" entre l'armée et la population, l'absence de politique de sécurisation de ces dernières et les dérives ethnicistes des milices locales ou nationales.

Idées majeures

- L'insurrection jihadiste au Sahel s'est désormais endogénéisée et progresse partout sur la base de recrutements locaux.
- Une partie notable des pays sahéliens est sous contrôle de fait des jihadistes, qui exercent un « gouvernement indirect », entre prélèvements économiques, application d'un islam fondamentaliste, usage de la terreur, et protection contre les bandits et les représailles.
- Les interventions militaires extérieures (Barkhane, Minusma, G5 Sahel) ont globalement échoué.
- Les Etats et leurs armées ne sont pas adaptés à la guerre asymétrique, qui implique une protection et un appui des populations, et devraient pour l'emporter être considérablement réformés.
- Le recours à des milices (souvent communautaires) est contre-productif, car aboutissant à des cycles de représailles qui jouent en faveur des jihadistes.

Mots-clés

- Jihadisme, Sahel, insurrection, gouvernement indirect, sécurisation, armée nationale.

Introduction

Il existe désormais une très importante littérature, qui s'accroît considérablement chaque jour, sur les insurrections jihadistes à travers le monde et la lutte contre celles-ci, en particulier sur le Sahel. Une grande partie de cette littérature foisonnante est constituée de rapports commandités par des institutions, des ONG et des think tanks, qui fournissent de multiples états de la question, non sans nombreuses redondances. Diverses revues spécialisées publient des articles issus entre autres de cette littérature¹. En outre, un nombre croissant d'ouvrages traitant de l'histoire du jihadisme au Sahel sont disponibles².

Pour deux des parties de la présente note (L'endogénéisation du jihadisme et L'échec de Barkhane), nous proposerons donc une synthèse de ce qui est désormais tenu pour acquis par la grande majorité des travaux sérieux sur ces questions. En ce qui concerne La gouvernance indirecte jihadiste, notre approche sera plus originale, car elle s'appuie sur les quelques rares enquêtes, souvent peu connues, menées sur cette question³. La dernière partie, sur Le problème des armées nationales, est issue d'une réflexion personnelle, alimentée par un suivi de l'actualité et divers échanges avec des responsables politiques et militaires au fil des années.

¹ Par exemple: *African Security Review* ; *African Security*; *Small Wars & Insurgencies*; *Journal of Peace Research*; *Security Dialogue*; *Studies in Conflict and Terrorism*; *Critical Studies on Terrorism*; *Terrorism Monitor*; *Journal of Intervention and Statebuilding*; *Revue Défense Nationale*, *Sécurité Globale*....

² Entre autres : Harmon, 2014 ; Thurston, 2020 ; Pérouse de Montclos, 2022 ; Seidick, 2022.

³ Bouhlel, F. & Guichaoua, Y., 2023 ; Bernard, A. & Mossi, A. 2023 ; Bako-Arifari, N., Amouzou-Glikpa, A. & Chabi-Imorou, A., 2024 ; Issoufou Souley, M.S. & Caremel, J.F. 2024 (le LASDEL - laboratoire nigérien et béninois auquel j'appartiens - a participé de façon significative à toutes ces enquêtes)

L'endogénéisation du jihadisme

Le jihadisme sahélien tire ses origines de l'Algérie (le Groupe salafiste pour la prédication et le combat – GSPC – ayant survécu à la guerre interne algérienne contre le jihadisme s'est déplacé vers le Nord– Mali⁴), et revendique son affiliation à l'une ou l'autre des deux grandes « franchises » jihadistes, Al Qaïda et l'Etat islamique, issues de la péninsule arabique et du Moyen-Orient. C'est donc au départ un phénomène « importé ». Il en est d'ailleurs de même plus généralement pour le salafisme quiétiste, pacifique, venu de la même région, dont le projet politique est certes très différent du jihadisme, mais qui partage avec lui une même théologie fondamentaliste, centrée sur le retour à l'islam des origines, hostile aux innovations religieuses. Le salafisme pacifique est partout en plein extension en Afrique⁵, et plus généralement en terres musulmanes, aux dépens de l'Islam confrérique soufi qui prévalait.

Mais depuis ses débuts au Mali, l'insurrection jihadiste s'est très fortement endogénéisée, autrement dit elle a recruté de plus en plus ses combattants, mais aussi ses cadres, et même ses dirigeants (cf. Iyad Ag Ghaly et Amadou Koufa au Mali, Ibrahim et Jafar Dicko au Burkina Faso) parmi les populations locales. Pour ce faire, elle s'est nourrie des nombreux problèmes et difficultés qu'affrontent au quotidien les communautés des pays sahéliens⁶. Ces facteurs internes qui sont à la base de l'expansion du jihadisme et de son ancrage au Mali, au Burkina Faso et au Niger (et désormais dans l'extrême Nord des pays côtiers) sont multiples et enchevêtrés, parfois communs et parfois différents selon les contextes nationaux, régionaux ou locaux⁷. On peut citer le chômage et le désœuvrement des jeunes ruraux associés à l'échec des systèmes d'éducation moderne à fournir des emplois, les inégalités et les difficultés dans l'accès aux terres et aux pâturages, les conflits fonciers et en particulier entre agriculteurs et éleveurs, les tensions sociales entre aristocraties et tributaires ou anciens esclaves (en particulier chez les pasteurs),

⁴ Cf. Kassim & Zenn 2017. Nous nous concentrerons ici sur le jihadisme au Mali, au Burkina Faso et au Niger, en laissant pour l'essentiel de côté le jihadisme au Nord Nigéria et dans le bassin du lac Tchad (*Boko Haram* et *Ansaru*), dont l'histoire est différente, et qui fait l'objet d'une littérature bien plus considérable encore que celle portant sur les trois pays du Sahel.

⁵ Idrissa 2017 ; Sounaye 2017 ; Olivier de Sardan 2024.

⁶ Par exemple, c'est l'enchevêtrement de huit crises structurelles communes aux pays du Sahel qui permet de comprendre les fondements de la situation actuelle : cf. Olivier de Sardan 2023.

⁷ Cf. entre autres Idrissa 2019, 2020 ; Pellerin 2019 ; Bouju 2020 ; Grémont 2021 ; Olivier de Sardan 2023 ; Cold-Ravnkilde & Ba 2022 ; Benjaminsen & Ba. 2024 ; Richard & Mossi 2024.

les discriminations des pouvoirs publics à l'encontre des groupes pastoraux et des bergers, les brutalités et les rackets des corps en tenues (armée, police, gendarmerie, douanes, eaux et forêts), le délaissement de régions rurales entières, la montée générale de l'insécurité et de la délinquance, l'importance des réseaux de contrebande (drogue, cigarettes, migrants) ... Les identités communautaires parfois dites « ethniques » (le plus souvent associées à des enjeux économiques) sont certainement un facteur de mobilisation⁸, mais elles ne sont pas du tout le seul. La peur peut aussi jouer : on a ainsi des cas de « bandits de grand chemin » (appelés « coupeurs de route ») qui rejoignent les groupes armés, sous peine d'être poursuivis voire exécutés par ces derniers. La fourniture d'argent, d'une arme, d'une moto, la séduction de l'aventure et l'intégration à une fraternité de combat peuvent aussi être de fortes motivations pour les jeunes recrues.

L'analyse des « groupes à risque » (susceptibles d'être recrutés par les jihadistes) au Nord-Bénin montre bien cet enchevêtrement de mobiles : « Individuals that are categorized as 'at-risk' include persons who experience socio-political and economic marginalization. In the context of Atakora, the research focuses on two major groups: first are labor migrants and herders, who are not Beninese citizens and are therefore lacking formal representation during disputes, legal conflicts, and violent events. Second, are groups that experience socio-economic marginalization, such as unemployed persons (including women and youth), sharecroppers and local herders that have been displaced by park closures or other land tenure issues. Grievances are determined by the lack of employment opportunities, education, socio-political representation, loss of material, financial and personal resources, and fatalities »⁹. (Bernard & Mossi 2022: 23).

Autrement dit, ceux qui rejoignent les groupes armés ne le font pas, le plus souvent, parce qu'ils se seraient préalablement radicalisés religieusement ou par adhésion forte à un projet politico-religieux international, mais pour des raisons « locales » variées. C'est plutôt une fois recrutés qu'ils adhèrent vraiment à la version jihadiste de l'islam et se radicalisent.

⁸ Pérouse de Montclos 2021

⁹ « Les personnes classées comme « à risque » comprennent celles qui souffrent de marginalisation sociopolitique et économique. Dans le contexte d'Atakora, la recherche se concentre sur deux groupes principaux : le premier est celui des travailleurs migrants et des éleveurs, qui ne sont pas citoyens béninois et ne bénéficient donc d'aucune représentation officielle en cas de litiges, de conflits juridiques et d'événements violents. Ensuite, les groupes victimes de marginalisation socio-économique, tels que les chômeurs (y compris les femmes et les jeunes), les métayers et les éleveurs locaux qui ont été déplacés en raison de la fermeture de parcs ou d'autres problèmes liés au régime foncier. Les griefs sont liés au manque d'opportunités d'emploi, d'éducation, de représentation sociopolitique, à la perte de ressources matérielles, financières et personnelles, et aux décès ».

Si certains spécialistes insistent tantôt sur l'exogénéité ou tantôt sur l'endogénéité du jihadisme au Sahel¹⁰, les deux se combinent évidemment. On a pu parler des groupes jihadistes comme étant des organisations « globales »¹¹. D'un côté l'insurrection jihadiste a été importée au Sahel et se rattache clairement à ce qu'on pourrait appeler une sorte d'internationale jihadiste (bien qu'elle soit divisée en deux camps et qu'elle soit bien plus symbolique que réellement structurée et opérationnelle¹²) qui s'oppose globalement et radicalement à l'occidentalisme ; de l'autre côté elle est désormais enracinée dans les contextes socio-politiques des pays sahéliens et s'alimente au manque d'avenir, aux frustrations, au dénuement et aux humiliations des jeunes qu'elle recrute. On constate aisément que les zones les plus touchées par l'insurrection jihadiste sont les moins scolarisées et les plus dépourvues d'infrastructures¹³, mais aussi celles où régnait déjà une certaine insécurité (coupeurs de route, braqueurs divers, contrebande)¹⁴.

Mais on constate aussi une forme particulière d'endogénéisation symbolique, ou une hybridation, avec l'évocation des jihad du 19^{ème} siècle au Sahel (menées respectivement par Ousman dan Fodio, Cheikhou Amadou et El Hadj Oumar Tall) comme étant des antécédents historiques de référence. Ces jihad pourtant soufis sont ainsi « salafisés » rétrospectivement¹⁵. Le fait qu'ils aient été portés par des leaders peuls ou toucouleurs fait également sens dans les contextes sahéliens.

Au total, les différents groupes armés, très autonomes sur le terrain, doivent constamment arbitrer, chacun à sa façon, entre exogénéité et endogénéité, entre d'une part le projet politico-religieux « universaliste » à long terme pour lequel ils se battent et d'autre part les enjeux locaux multiples dans lesquels ils sont insérés au quotidien et qu'ils doivent prendre en compte.

¹⁰ Pérouse de Montclos (2021) insiste sur les facteurs locaux contre les auteurs qui privilégient le caractère fondamentalement importé et international. D'un autre côté, Rahmane Idrissa (2019) met en avant l'opposition entre deux camps externes : les groupes jihadistes contre les puissances occidentales.

¹¹ Marret 2008 ; Pellerin 2019

¹² Pérouse de Montclos 2021

¹³ Idrissa 2019

¹⁴ Souley Issoufou & Caremel 2024.

¹⁵ Kassim & Zenn 2017

Au-delà du cercle des groupes armés (les combattants et leurs familles), le jihadisme sahélien s'étend aussi sur deux cercles concentriques plus vastes, mais moins impliqués, quitémoignent de l'ampleur de son enracinement : d'une part des réseaux de sympathisants (informateurs actifs ou potentiels), disséminés dans les campements et villages ruraux et dans les quartiers urbains populaires ; et d'autre part un ensemble bien plus vaste de populations placées sous l'emprise des groupes armés, le plus souvent menacées ou terrifiées par eux (et qui pour cette raison obéissent à leurs consignes), mais aussi parfois sécurisées par eux.

Cet élargissement social de l'insurrection jihadiste va de pair avec un élargissement géographique et temporel spectaculaire, malgré la rivalité entre les deux obédiences (JNIM et EIGS¹⁶) qui a tourné par moment à la guerre ouverte au Mali oriental. Le jihadisme sahélien proprement dit (Mali, Niger et Burkina Faso) a émergé au début des années 2000 avec l'installation progressive dans le Nord-Est du Mali de jihadistes algériens du GSPC. Il s'est ensuite implanté dans toute la partie Nord (autour de Tombouctou, Gao, Kidal et Ménaka), puis dans le Mali central¹⁷ (katiba Macina). Il est présent désormais dans certaines zones du Sud du Mali (autour de Sikasso, malgré un premier échec), et met au total sous son emprise ou sa menace directe près de la moitié du pays. Il s'est aussi étendu au Burkina Faso¹⁸ (avec Ansarul Islam), dans le Nord à partir de la frontière malienne puis à l'Est (le long de la frontière avec le Niger et même avec le Bénin), avec quelques bases au Sud-Ouest (près de la frontière avec la Côte d'Ivoire). Là aussi une moitié environ du pays est désormais un terrain d'occupation ou d'opération des jihadistes. Enfin, au Niger, c'est la quasi-totalité des campagnes d'une des huit régions du pays (Tillabéri) qui est concernée (il faut aussi ajouter, à l'autre bout du pays, la partie de la région de Diffa frontalière du Nigéria et du lac Tchad, où sévit Boko Haram). Désormais, les espaces ruraux du Nord des pays côtiers (Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire) où sont concentrées des populations musulmanes, et en particulier les espaces frontaliers, sont à leur tour devenus des zones d'incursion et parfois d'installation des groupes jihadistes¹⁹.

¹⁶ *Jamaat Nusrat al-Islam wal Muslimin*, Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (affilié à Al-Qaïda); Etat Islamique au Grand Sahara.

¹⁷ Cold-Ravnkilde & Ba 2022.

¹⁸ Idrissa 2019.

¹⁹ Bernard et Mossi 2022 ; Bako & al. 2024.

La gouvernance indirecte du jihadisme

Le jihadisme ne se limite plus, depuis longtemps, à des attaques soudaines et meurtrières de postes militaires ou à des massacres de villages soupçonnés d'avoir collaboré avec les autorités, même si ce sont toujours des activités importantes pour eux. Ce ne sont pas uniquement des « groupes armés terroristes » (GAT) organisés en katibas cachées dans des forêts, des cavernes, des no man's land, et qui n'en sortiraient que pour semer la terreur. Les djihadistes exercent aussi, et de plus en plus, une emprise politico-religieuse et parfois économique sur des fractions importantes des populations rurales. Ils sont les maîtres réels d'une partie des pays concernés, mais sous une forme particulière, discrète, informelle, en quelque sorte « nocturne ». Ils exercent ce qu'on pourrait appeler une « gouvernance indirecte » sur des espaces importants.

Trois types d'espace

Aujourd'hui trois types d'espaces aux frontières floues et mouvantes²⁰ peuvent être distingués, en termes de gouvernance réelle, notamment au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

1. Il y a d'une part les zones administratives (régions, préfectures, départements et communes) où l'autorité de l'Etat reste effective : les services publics et l'administration sont en place « comme avant » (administration dite « de commandement », forces armées, éducation, santé, appuis à l'élevage et à l'agriculture, programmes et projets des ONG et institutions de l'aide au développement et humanitaire, fiscalité, etc.). Certes, en dehors des grandes villes, la présence effective de l'Etat a toujours été relativement faible, et l'Etat des champs est bien plus démunie que l'Etat des villes. Néanmoins la moitié du Mali, la moitié du Burkina et les 4/5èmes du Niger sont à l'heure actuelle préservés des incursions jihadistes. La vie normale continue.

2. Il y a d'autre part, les zones rurales sous « gouvernement indirect » jihadiste²¹. Les jihadistes n'occupent pas les villes (parfois ils les encerclent, comme Dori au Burkina Faso, Tombouctou ou Ménaka au Mali),

²⁰ Cf. Souley Issoufou & Caremel 2024.

²¹ Souley Issoufou et Caremel (2024) parlent de zones « sous emprise » jihadiste. Nasr (2024 : 108) évoque une gouvernamentalité de l'ombre (« shadow governing »)

et ils ne hissent pas leur drapeau sur les villages. Ils font déguerpir ou fuir la plupart des services de l'Etat (et en premier lieu les instituteurs, l'école « occidentale » étant leur cible préférée), mais laissent en place les chefs de village, voire certains maires, mais seulement dans la mesure où ceux-ci respectent leurs consignes et ne collaborent pas avec l'Etat.

3. Enfin il existe entre ces deux premiers espaces des zones tampons, qu'aucun des deux pouvoirs ne contrôle totalement, mais où chacun pénètre parfois, plus ou moins intensément, et plutôt à tour de rôle. Les forces armées y font des patrouilles épisodiques, les groupes jihadistes viennent parfois y prêcher, faire des reconnaissances, chercher des renseignements ou s'alimenter plus ou moins clandestinement sur les marchés. Mais ils peuvent aussi y pratiquer une stratégie de la terreur, obligeant les villageois à fuir (ne serait-ce qu'en leur interdisant de cultiver leurs champs) et menant des raids meurtriers contre les villages soupçonnés de collaborer avec les forces de défense et de sécurité.

Dans chacun de ces trois espaces, il ne faut toutefois pas considérer les populations comme soumises/ralliées soit à l'Etat, soit aux jihadistes, soit à l'un ou l'autre. Les différentes composantes villageoises jouent aussi, en fonction des contraintes et des opportunités, leurs propres stratégies, tantôt de survie, tantôt de fuite, tantôt de minimisation des risques, tantôt de maximisation des avantages²².

De même les combattants ont de grandes marges de manœuvre dans leurs stratégies politico-militaires locales, entre violence extrême et populisme islamique. Certaines différences globales entre le JNIM et l'Etat islamique (par exemple le premier étant plus centré sur un recrutement arabe, touareg et peul et plus soucieux de protéger les populations, le second étant plus diversifié ethniquement et plus violent²³) peuvent disparaître dans certaines conjonctures et certains contextes locaux.

²² Bouhlef & Guichaoua 2023.

²³ Par exemple, l'Etat islamique forcerait les jeunes filles à épouser ses combattants, alors que le JNIM recruterait celles-ci en les libérant de perspectives de mariages forcés dans leurs communautés (Bernard & Mossi 2022 :25). Souley Isoufou et Caremel (2024) parlent de zones « sous emprise » jihadiste. Nasr (2024 : 108) évoque une gouvernamentalité de l'ombre (« shadow governing »)

La gouvernance indirecte

Aucune marque officielle, aucune autorité publique alternative, aucune administration islamiste ne sont mises en place dans les zones sous emprise jihadiste. Nous sommes aux antipodes de ce que fut pour un temps l'Etat islamique au Moyen-Orient. Les groupes armés se font discrets, ils ne proclament aucune souveraineté, mais n'exercent pas moins un contrôle étroit sur les populations restées sur place, qui doivent obligatoirement respecter les consignes strictes des jihadistes ou décamper : le hijab pour les femmes, qui ne doivent plus sortir le soir ni travailler dans les champs ; le « pantalon sauté » (coupé au-dessus des chevilles) et la barbe pour les hommes ; l'obligation d'aller à la mosquée pour tous ; le paiement de la zakat (impôt musulman) versée aux groupes armés²⁴ ; l'absence de tout contact avec tout fonctionnaire ou membre des forces de sécurité...

Seuls parmi les services publics les personnels de santé (et parfois les agents de l'élevage jouant un rôle de vétérinaire) sont autorisés à rester sur place, car leurs soins sont nécessaires pour les combattants et leurs familles, ainsi que pour les villageois, mais c'est à condition de n'éveiller aucun soupçon de complicité avec un quelconque représentant de l'Etat ; les infirmiers sont en général exonérés d'obligations vestimentaires et même parfois religieuses.

Le prêche du vendredi est souvent fait par des jihadistes. Ceux-ci viennent régulièrement dans les villages, pour y cacher leurs motos, recouvrer la zakat, donner des consignes et contrôler leur application. Ils jouent également un rôle de justice informelle, pour résoudre des conflits locaux sur une base coranique. Ils appliquent parfois la sharia aux criminels, espions ou « sorciers »²⁵. Ils recrutent des informateurs ou des combattants. Ils marient parfois les jeunes filles à leurs hommes. Ils promeuvent une vie sociale fondée sur le respect scrupuleux des prescriptions de l'islam. Enfin ils prélèvent des « prises de guerre » (ghanima ou fay²⁶) aux dépens des ennemis et/ou des « incroyants » (dans leur définition, cela couvre aussi les « mauvais musulmans » qui n'adhèrent pas au fondamentalisme ou pactisent avec l'Etat), qui sont redistribuées aux combattants et leurs familles.

Le rôle des femmes dans l'insurrection jihadiste ne doit pas être oublié²⁷. Elles ne sont pas que les épouses des combattants. Ce sont parfois elles qui sont spécifiquement recrutées ou qui se rallient les premières. Elles jouent un rôle important dans le repérage, le renseignement, la liaison, les achats.

²⁴La zakat (destinée aux indigents) remplace l'impôt perçu par l'Etat et constitue à la fois une obligation religieuse et un acte d'allégeance aux jihadistes (cf. Bouhlel & Guichaoua 2023).

²⁵ Nasr 2024

²⁶Bouhlel & Guichaoua 2023.

²⁷ Bernard & Mossi 2022 : 24-25.

La gouvernance jihadiste indirecte est aussi une affaire de circuits d'approvisionnement et de vente. Il faut se procurer de la nourriture, ce qui peut se faire dans les zones tampons, mais aussi acheter et acheminer de l'essence et des pièces détachées de motos ainsi que les motos elles-mêmes, ce qui implique la mise sur pied et l'entretien de circuits longs et de points relais (comme Cinkansé et Kourou- Koualou au Togo ou Koalou et Matécali au Bénin²⁸), jusqu'aux ports de Cotonou, Lomé, Takoradi ou Accra. Il faut aussi vendre les troupes constituées à partir de la perception de la zakkat sous forme de têtes de bétail ou razziés en tant que prises de guerre : pour cela ils doivent être

« blanchis » sur des marchés locaux ou régionaux avec la complicité de « courtiers en bétail » (dillani). La prise d'otages occidentaux et parfois locaux, longtemps haute source de revenus, a fortement décliné. L'escorte ou le laisser-passer de transporteurs de drogue et la

« protection » des sites d'orpaillage dans les trois pays sont devenus des ressources importantes pour les jihadistes²⁹. Enfin la contrebande d'armes, répandue dans le Sahel, est aussi une source d'approvisionnement, mais c'est surtout aux dépens des forces armées nationales que les jihadistes se sont équipés.

La gouvernance indirecte des jihadistes au Sahel a donc une double face, elle combine dans des proportions variables la violence et le prêche, la terreur et l'attente du paradis, la destruction de l'Etat (et de l'école moderne) et la promesse d'un califat bienheureux. C'est aussi un équilibre toujours incertain entre dogmatisme et pragmatisme. Plus de gouvernance jihadiste ne signifie donc pas nécessairement moins de violence, et les modalités de la gouvernance jihadiste sont multiples, selon les groupes comme selon les contextes.³⁰

²⁸ Bako & al. 2024.

²⁹ Van Offelen 2020.

³⁰ Margolin & Zelin 2024

L'échec des interventions extérieures

Divers responsables militaires disent en privé que Barkhane, la principale intervention extérieure (opex) française en Afrique, a été un échec. Certes plusieurs chefs jihadistes importants ont été éliminés³¹, ce qui était sans doute le principal objectif stratégique de l'opération (un des reproches communément faits à Barkhane étant justement le flou stratégique de l'opération). Mais, loin d'être aussi efficaces qu'espéré, les éliminations ciblées³² ont entraîné la promotion de nouveaux cadres et une plus grande autonomie des katibas, ce qui a permis une plus grande efficacité des groupes armés sur le terrain. Plus généralement la logique bureaucratique-militaire de cette intervention a totalement ignoré l'hostilité croissante de l'opinion publique malienne vis-à-vis de la présence militaire de l'ancien colonisateur (hostilité dont l'origine remonte d'abord à l'exclusion par l'armée française de toute présence de l'armée malienne à Kidal lors de l'opération Serval)³³.

Tout ceci a alimenté la rumeur extrêmement répandue (délibérément entretenue par certains pouvoirs militaires actuels) selon laquelle les Français soutiendraient en sous-main les jihadistes. En outre le nouveau pouvoir militaire malien, hostile aux accords d'Alger visant une réconciliation malienne nationale, a délibérément placé sous le même label de « groupes armés terroristes » les jihadistes et les indépendantistes/autonomistes touaregs : il a ainsi rompu un dialogue nécessaire avec ces derniers.

Par ailleurs et surtout la collaboration de Barkhane avec les FAMA (Forces armées maliennes) a été notoirement insuffisante (les deux parties ayant leur part de responsabilité) et Barkhane a fonctionné en enclave ou en silo (conformément à la culture militaire des opex de l'armée française), sans réelle compréhension de la complexité des sociétés locales³⁴. Néanmoins on ne peut reprocher à Barkhane de n'avoir pas réglé toute une série de problèmes qui ne relevaient pas de sa mission, mais bien de la responsabilité du gouvernement et de l'Etat malien, lequel a largement failli à assurer la protection rapprochée des populations maliennes et à sécuriser le monde rural, à faire revenir l'Etat dans le Nord et le Centre du pays, à avoir une approche inclusive des groupes pastoraux, à éviter l'amalgame entre autonomistes touaregs et jihadistes etc... De même l'impréparation de l'armée malienne et son manque d'efficacité ne peuvent être imputés à Barkhane.

³¹ Pellerin 2019

³² "Killing HVTs ((high-value targets)) is a lottery, with unknown results in the long run, that may play out positively or negatively" (Nasr 2024: 107)

³³ Guichaoua 2020 ; Olivier de Sardan 2023 chapitre 9.

³⁴ Olivier de Sardan 2023 chapitre 7.

Mais il y a eu surtout un immense malentendu avec la population malienne, qui attendait de Barkhane à la fois d'être protégée et de gagner la guerre contre le terrorisme. Or aucune de ces deux missions n'a été réalisée par Barkhane (et ne pouvait sans doute l'être). Bien au contraire, les jihadistes ont gagné du terrain malgré la présence de Barkhane et l'insécurité s'est aggravée considérablement. L'incapacité de l'armée française non seulement à vaincre l'insurrection djihadiste mais même à freiner son expansion a été perçue comme totalement incompréhensible par la majorité de l'opinion publique malienne, compte tenu de ce qu'à ses yeux les soldats français étaient nombreux, très bien équipés, très professionnels, avec un appui aérien important.

Au total Barkhane a acquis une mauvaise image au Mali et au Sahel, à la fois en raison de ce malentendu, mais aussi du fait de sa conception même (« corps expéditionnaire » autonome), et a suscité l'inimitié de nombreux officiers supérieurs maliens³⁵. Cette déclaration du général Bruno Baratz, commandant des Forces françaises au Sahel, rapportée par l'AFP, après le départ peu glorieux des forces françaises du Mali et avant le coup d'état au Niger, est une sorte d'aveu : « Au Niger et même de façon globale partout en Afrique, la position philosophique est différente de ce qui se faisait au Mali. Aujourd'hui, notre aide part d'abord du besoin du partenaire ». Ce n'était donc pas le cas au Mali !! Un officier français cité par *Le Monde Afrique*³⁶ parlait de son côté de la nécessité d'une « débarkhanisation des esprits » au sein des troupes française basées au Niger avant le coup d'état. L'article de Rémi Carayol dans *Afrique XXI*³⁷ a montré l'importance du mythe colonial et saharien chez de nombreux officiers de Barkhane : on peut légitimement penser que cette mentalité nostalgique de Lyautey et des goumiers, au sein des opex, n'a pas facilité les relations avec les officiers maliens, burkinabés ou nigériens.³⁸

Quant à l'empilement de diverses formes d'intervention militaire, il s'est révélé largement inefficace³⁹. La force Takuba a fonctionné comme une annexe française de Barkhane faute d'engagements importants d'autres pays européens. La MINUSMA, en l'absence de mandat offensif, ne menait aucune opération militaire, ce qui a semblé incompréhensible à la population. Sa fonction bien réelle de protection de certaines villes du Nord (que les FAMA étaient incapables d'assurer) et de soutien à des camps de réfugiés n'a pas suffi à justifier le contraste criant entre l'ampleur des moyens qu'elle déployait et le fait qu'elle n'ait en rien fait reculer l'insurrection jihadiste.

³⁵ Et aussi burkinabés : rappelons que Barkhane avait été autorisé par les autorités burkinabés de l'époque à intervenir au Nord du Burkina

³⁶ *Monde Afrique*, 24 mai 2023.

³⁷ Carayol 2020.

³⁸ Nina Wilen (2021) a montré l'importance des relations informelles et des réseaux personnels dans les partenariats militaires en Afrique.

³⁹ Cf. Bagayoko 2021.

Le nouveau régime militaire a exigé son départ. Le G5 Sahel était sur le papier une bonne idée : une force interafricaine prenant le relais de Barkhane pour contribuer à appuyer les FAMA... Mais il n'a jamais vraiment démarré sur le plan militaire, parce qu'il n'a jamais obtenu les moyens nécessaires de la communauté internationale, parce que les armées nationales renâclaient à mettre en commun certains de leurs moyens et parce que seule la France le promouvait...

Du côté du Burkina Faso, seules les forces spéciales françaises étaient sur place, mais essentiellement dans une mission de soutien à Barkhane, non comme un appui à l'armée nationale. Suite au dernier coup d'Etat en septembre 2022, elles sont parties.

Enfin, au Niger, une stratégie différente avait été mise en place, en particulier sous les deux années de la présidence de Mohamed Bazoum. La forte présence militaire française était engagée en soutien opérationnel à l'armée nigérienne (en rupture avec la logique de « corps expéditionnaire » suivie par Barkhane), les Américains pour leur part ayant une base aérienne à Agadès centrée sur le renseignement. D'autre part une grande importance était accordée aux activités de terrain de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) pour le retour des services publics dans les zones reprises ou protégées et pour le dialogue intercommunautaire (interventions immédiates en cas de conflits intercommunautaire). En lien avec la HACP, la sécurisation des populations était devenue une priorité (conseils départementaux de sécurité et forces de sécurité intérieure)⁴⁰. Enfin un dialogue était recherché avec des chefs jihadistes locaux pour l'abandon de la lutte armée⁴¹.

Ce dispositif original avait fait ses preuves (selon l'ONG ACLED les attaques jihadistes contre des civils ont baissé au Niger de 49% dans les six premiers mois de 2023, alors qu'elles avaient progressé au Mali et au Burkina Faso) ; mais le récent coup d'état de juillet 2023 l'a en grande partie supprimé, inversant la tendance. L'effet le plus visible de ce changement d'orientation a été le départ des militaires français d'abord, des militaires américains plus tard.

Aujourd'hui, il n'y a plus dans les trois pays de l'AES (Alliance des Etats du Sahel) de forces militaires occidentales (hormis des formateurs italiens au Niger). Un certain relais a été pris, comme on le sait, par des forces supplétives russes (Wagner, devenu Africa Corps), qui sont fortement engagées sur le terrain au Mali aux côtés des FAMA, et de façon beaucoup plus modeste au Burkina Faso et au Niger, surtout présentes dans les capitales, à proximité des Présidences (sans doute jouant un rôle de protection des Présidents).

⁴⁰ HACP 2020.

⁴¹ La question du dialogue ou non avec les jihadistes (auquel la France était opposée) est évidemment complexe (cf. Bouhlel 2020)⁴

A la lumière de ce qui s'est passé dans les trois pays du Sahel, mais aussi de l'histoire récente (Vietnam, Afghanistan) une conclusion semble s'imposer : face à une insurrection ayant un ancrage local, la coopération militaire asymétrique entre armées nationales et interventions militaires extérieures de pays développés est peu efficace⁴² ; seules des armées nationales solides, protectrices et compétentes sont en mesure de vaincre militairement, et aucun corps expéditionnaire ne peut le faire à leur place. Encore faut-il que les armées nationales soient suffisamment solides, protectrices et compétentes. Et encore faut-il qu'un Etat clairvoyant et efficace mène parallèlement des initiatives sur les plans politique, économique et social.

Les armées nationales : solution et problème

La question devient donc : les armées nationales sont-elles en mesure de vaincre l'insurrection jihadiste au Sahel ? A l'heure actuelle, la réponse ne peut guère être optimiste, pour de nombreuses raisons.

1. Tout d'abord ces armées sont depuis longtemps des institutions où sévit une corruption importante, en particulier au sein de la hiérarchie et plus encore la haute hiérarchie, ceci dans les trois pays, avec des intensités diverses. Cette corruption a prospéré et prospère encore aux dépens de l'Etat, mais aussi des simples soldats qui ne perçoivent pas tous les équipements et les matériels prévus, ni parfois même les primes qui leur sont dues (d'où ici ou là quelques mouvements sporadiques d'humeur voire de brèves mutineries de « la troupe » depuis une vingtaine d'années dans les trois pays). Les nominations d'officiers supérieurs « pistonnés » dans des postes juteux au Nord- Mali sous ATT (les généraux protégeant même l'économie de la drogue : cf. Affaire Air cocaïne, voir également le film Wulu de Daouda Coulibaly) et le scandale des contrats d'armement au Niger (116 millions d'euros détournés entre 2014 et 2019) sont des cas bien connus. Aucune politique concrète de réformes « anti-corruption » n'a été menée au sein des trois armées (et, au Niger, l'armée a même été dispensée par décret en 2024, de tout contrôle et de toute redevabilité sur ses dépenses, qui resteront en outre secrètes). L'intérêt croissant des régimes militaires pour les mines d'or dans les trois pays (sans parler du pétrole et de l'uranium au Niger) pourrait aussi fournir des perspectives d'enrichissement au sein de la hiérarchie.

⁴² Sandnes 2023

2. En second lieu, ces armées ne sont ni préparées ni adaptées à la guerre asymétrique actuelle, pour deux raisons majeures.

La première renvoie aux caractéristiques de la « guerre du peuple »⁴³. Celle-ci se gagne avec les populations et non contre elles. Or les armées sahéliennes sont craintes des populations, pour leur violence souvent indiscriminée, la brutalité de leurs éléments à l'égard des paysans et des bergers, et leurs représailles parfois aussi brutales que celles des jihadistes. Un changement fondamental de mentalité dans les relations « soldats/populations rurales » est indispensable, et on ne voit hélas rien se profiler de ce côté sous les régimes militaires actuels.

La seconde raison renvoie à la culture militaire de ces armées, qui n'est pas tournée du tout vers la sécurisation des populations. Enfermées dans des bases fortifiées, elles en sortent pour des patrouilles (vulnérables) ou des opérations planifiées de poursuite ou de destruction de troupes ennemies, avant de se replier dans leurs bases. Les villages où elles passent et où elles stationnent épisodiquement lors de ces opérations sont donc laissés ensuite à eux-mêmes et souvent soupçonnés (et donc punis) par les jihadistes pour avoir pactisé avec l'armée. Or, la sécurité est de loin la principale revendication aujourd'hui des populations rurales. Cette sécurisation devrait être un objectif majeur des Etats, mais elle implique alors une collaboration étroite et décentralisée avec les autres forces en tenues (forces de sécurité intérieure, police, gendarmerie, douane, eaux et forêts) et les autres services de l'Etat (préfecture), qui doivent être en permanence sur le terrain, aux côtés des villageois, afin de maîtriser les zones tampons et de regagner pas à pas, les zones sous gouvernement indirect des jihadistes.

3. Les connivences des forces armées avec certaines milices locales « néo-traditionnelles » (comme au Mali avec les dozo et Dan Na Ambassagou ou au Burkina Faso avec les koglweogo) contribuent à « ethniciser » les conflits en leur donnant une dimension intercommunautaire qui mène à l'accroissement des violences aux dépens de la sécurisation des populations⁴⁴. Ainsi s'explique « l'engrenage peul » (ou « le facteur peul »⁴⁵): le fait que l'insurrection jihadiste ait dans certaines régions (Mali central, Nord du Burkina Faso, Ouest du Niger, Nord du Bénin et du Togo) recruté de nombreux bergers peuls (en conflit avec les chefferies peules ou les populations sédentaires, et connaissant très bien la brousse) a conduit des milices paysannes et parfois l'armée elle-même, à procéder à des représailles « ethniques » sur des campements peuls voisins, ce qui a entraîné évidemment la fuite de nombreux jeunes Peuls chez les jihadistes, d'où une spirale infernale.

⁴³ Giap 1966.

⁴⁴ Cold-Ravnkilde & Ba 2022.

⁴⁵ Bako & al. 2024; cf. également sur cette « question peule » Sangare 2019 ; Pellerin 2019 ; Bouju 2020 ; Benjaminsen, T. & Ba 2021.

Quant au corps militaire de supplétifs créé au Burkina Faso (les « Volontaires pour la défense de la patrie ») il est devenu une sorte de méga-milice officielle sous-équipée et sous-entraînée, dérivant souvent vers l'ethnisation des affrontements. Là aussi la politique suivie au Niger par Mohamed Bazoum et la HACP était différente, associant le refus de toute milice et des dispositifs très réactifs d'alerte et de prévention des conflits intercommunautaires⁴⁶.

4. Les récents coups d'Etat n'ont pas amélioré la situation. On note dans les trois pays une augmentation significative des attaques jihadistes et une augmentation des pertes en vies humaines⁴⁷, malgré les déclarations contraires des gouvernements. Certes, les achats de matériels militaires (et en particulier de moyens aériens) se sont nettement intensifiés, et ont accentué une diversification d'approvisionnement déjà commencé auparavant (Russie, Chine, Turquie), les recrutements ont progressé (mais le processus était déjà en cours au Niger), les soldes ont été augmentées. Le Mali a ainsi pu avoir une plus grande présence militaire au centre du pays, et, grâce aux supplétifs russes, a remporté une victoire symbolique à Kidal (mais aux dépens surtout des autonomistes touaregs, et non des jihadistes, tout en favorisant ainsi une alliance entre les premiers et les seconds). Néanmoins l'insurrection jihadiste au Mali a plus été affectée par sa guerre interne (JNIM contre Etat islamiste) que par les FAMA, et continue à progresser vers le Sud. En outre, dans les trois pays, une partie significative de la hiérarchie a abandonné ses fonctions militaires pour des fonctions civiles et bureaucratiques (gouvernement, hautes fonctions de l'Etat, ambassades, et même administrateurs délégués à la place des maires dans tout le pays pour le Niger⁴⁸ ; etc...). Une partie des troupes est aussi consacrée à une protection accrue des régimes militaires (un coup d'état créant toujours les conditions de possibilité d'un autre coup d'état).

⁴⁶ HA ACLED 2024

⁴⁷ CP 2020.

⁴⁸ On peut estimer à plus de 300 le nombre d'officiers affectés au Niger à des responsabilités politico-administratives par le régime militaire actuel.

Conclusion et recommandations

Vaincre l'insurrection jihadiste implique donc une réforme interne en profondeur des armées nationales, sur trois chantiers principaux :

- Lutte résolue contre la corruption au sein de l'armée.
- Lutte résolue contre la brutalité et les représailles, pour une armée bienveillante envers toutes les communautés du pays.
- Mise en place de système d'éducation, de formation et d'insertion socio-professionnelle des jeunes.
- Priorité à la sécurisation des populations assortie d'un retour des services publics (tenir le terrain, « créer des zones libérées ») et à une coopération étroite entre forces armées, forces de sécurité intérieures, collectivités locales et administrations décentralisées.

Les régimes militaires actuels de l'AES n'ont placé aucun de ces chantiers sur leur agenda. La coopération avec les supplétifs russes va même en sens inverse : ces derniers sont connus tant pour leur brutalité que pour leur corruption endémique.

Depuis des dizaines d'années, des efforts considérables avaient été développés par les partenaires occidentaux (Etats-Unis, Union européenne, France, en particulier) pour former les armées sahéliennes. Ces formations à grands frais n'ont jamais abouti aux effets escomptés, et n'ont débouché sur aucune réforme en profondeur de ces dernières. Il est peu crédible de réformer une armée à partir de l'extérieur. La seule réforme réaliste possible doit partir du gouvernement avec l'appui de hauts gradés réformateurs et si possible un soutien ou une pression populaire. On en est loin actuellement.

Enfin, ce qu'on pourrait appeler la « culture du coup d'état », assez développée chez les officiers maliens, nigériens et burkinabés, ne va pas non plus

dans le sens de cette réforme interne indispensable pour gagner la guerre contre l'insurrection jihadiste. Car toute réforme implique d'accepter les critiques, de prendre en compte les diagnostics non complaisants, de changer les comportements. On va actuellement dans la direction opposée, avec un musellement de toute opposition, voire de tout point de vue différente de celui du pouvoir, comme on peut l'observer en particulier au Burkina Faso.

Recommandations

- Fournir un appui aux projets de réformes des armées nationales si (et seulement si) ils émanent des autorités nationales.
- Fournir un appui aux projets de renforcement des forces de sécurité intérieure si (et seulement si) ils émanent des autorités nationales.
- Appuyer les programmes de formation au sein des armées nationales sur deux thèmes majeurs : (1) la lutte contre la corruption au sein de l'armée ; (2) la nécessité de rapports bienveillants avec les populations et le bannissement de toute opération de représailles sur des populations civile
- Soutenir tous les efforts en vue de sécuriser les populations et de constituer pour elles des zones libérées des attaques jihadistes et où les services de l'Etat peuvent revenir
- Renforcer les institutions démocratiques et la gouvernance (au-delà de la lutte contre la corruption au sein des FDS), stimuler la croissance économique à travers des politiques encourageant les investissements, la réduction inégalités sociales et l'amélioration de l'inclusion, de la cohésion sociale et des services publics (éducation, santé, etc)
- Appuyer toutes les tentatives de dialogue intercommunautaire, en particulier dès les moindres incidents ainsi que les mécanismes de prévention
- Appuyer les ONG qui fournissent des données fiables sur les violences liées à l'insurrection et à la lutte contre l'insurrection
- Favoriser toutes les initiatives et tous les programmes visant à créer des emplois pour les jeunes en milieu rural.

Bibliographie

- ACLED 2024 "The Sahel: A Deadly New Era in the Decades-Long Conflict". *Conflict Watchlist* 2024
- Bagayoko, N. 2021 « Les instruments internationaux de gestion des conflits au défi de la crise sahélienne ». *Revue Défense Nationale* 841: 87-94
- Bako-Arifari, N., Amouzou-Glikpa, A. & Chabi-Imorou, A. 2024 « Les relations intercommunautaires en contexte de menaces sécuritaires asymétriques au Nord-Bénin et au Nord-Togo ». *Études et Travaux du LASDEL* 132
- Benjaminsen, T. & Ba, B. 2021 "Fulani-Dogon Killings in Mali: Farmer-Herder Conflicts as Insurgency and Counterinsurgency". *African Security* 14: 4-26
- Benjaminsen, T. & Ba, B. 2024 "A moral economy of pastoralists? Understanding the 'jihadist' insurgency in Mali ". *Political Geography* 113
- Bernard, A. & Mossi, A. 2023 "An assessment of the Experiences and Vulnerabilities of Pastoralists and At-Risk Groups in the Atakora Department of Benin". *Études et Travaux du LASDEL* 130
- Bouhlel, F. 2020 « (Ne pas) dialoguer avec les groupes "jihadistes" au Mali ? Entre contradictions normatives, "manqués" de la médiation ... et nécessité heuristique ». *Berghof Foundation*
- Bouhlel, F. & Guichaoua, Y. 2023 "Interactions between civilians and jihadists in Mali and Niger". *Research Findings And Lessons For Policy, University of Kent*
- Bouju, J. 2020 « La rébellion peule et la « guerre pour la terre ». Le gouvernement par la violence des ressources agropastorales (Centre-Mali, Nord-Burkina Faso). *Revue Internationale des Etudes du Développement*, 243(3), 67-88.
- Carayol, R. 2020: « Militaires français au Sahel. Un inconscient colonial si peu refoulé », *Afrique XXI*, 27 octobre
- Cold-Ravnkilde, S.M. & Ba, B. 2022 "Unpacking 'new climate wars': actors and drivers of conflict in the Sahel". *Copenhagen: Danish Institute for International Studies*
- Giap, V.N. 1966 *Guerre du peuple armée du peuple*. Paris: Maspéro
- Grémont, C. 2021 « Sociétés pastorales et Etat au Mali: histoire d'un hiatus ». *Politique Etrangère* (4) 145-157
- Guichaoua, Y. 2020 "The bitter harvest of French interventionism in the Sahel". *International Affairs*, 96(4), 895-911.
- HACP 2020 *Stabiliser les zones de conflit. Capitalisation de l'expérience de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (1994-2020)*. Niamey: HACP
- Idrissa, R. 2017 *The politics of Islam in the Sahel: Between persuasion and violence*. London, Routledge.
- Idrissa, R. 2019 "Tinder to the fire: Burkina Faso in the conflict zone". *RLS research papers on peace and conflict studies in West and Central Africa*.
- Idrissa, R. 2020 « Retrouver l'équilibre : extrémisme violent et relations communautaires à la frontière entre le Niger et le Mali ». *Recherches Internationales* 117: 151-170
- Kassim, A. & Zenn, J. 2017 "Justifying War: The Salafi-Jihadi Appropriation of Sufi Jihad in the Sahel-Sahara". In Fradkin, Haqqani & Brown (eds) *Current Trends in Islamist Ideology* 21, Hudson Institute : 86-114.
- Margolin, D. & Zelin, A. 2024 "Introduction". In Margolin & Zelin (eds) *Jihadist Governance and Statecraft*, Washington Institute
- Marret, J.L. 2008 "Al-Qaeda in Islamic Maghreb: a 'glocal' organization". *Studies in Conflict and Terrorism* 6: 541-552
- Nasr, W. 2024 "West Africa After the Era of Absolute Western Deterrence". In Margolin & Zelin (eds) *Jihadist Governance and Statecraft*, Washington Institute
- Olivier de Sardan, J.P. 2023 *L'enchevêtrement des crises au Sahel. Niger, Mali, Burkina Faso*. Paris: Karthala
- Olivier de Sardan, J.P. 2024 « La salafisation de la société nigérienne face à l'Etat ». *Cahiers d'Études Africaines* 255
- Pellerin, M. 2019 « Les violences armées au Sahara : Du djihadisme aux insurrections », Paris: Notes de l'IFRI
- Pérouse de Montclos, M.A. 2021 « Les groupes djihadistes au Sahel: une communication globale à l'épreuve des réalités locales ». *Études de l'IRSEM*, 87
- Bernard, A. & Mossi, A. 2023 "An assessment of the Experiences and Vulnerabilities of Pastoralists and At-Risk Groups in the Atakora Department of Benin". *Études et Travaux du LASDEL*, 130
- Sandnes, M. 2023 "The effect of asymmetric interdependence on the outcomes of military cooperation in the Sahel". *Cooperation and Conflict*
- Sangaré, B. 2019 « Peuls et djihadisme dans les pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest ». *Fondation pour la recherche stratégique*
- Seidik, A. 2022 *Mali-Sahel, notre Afghanistan à nous ? Impact Editions*
- Souley Issoufou, M.S. & Caremel, J.F. 2024 « Torodi et l'emprise des jihadistes. Socio-histoire et dynamiques actuelles d'une zone en insécurité au Niger ». *Études et Travaux du LASDEL* 134
- Sounaye, A. 2017 « Salafi Revolution in West Africa ». *ZMO Working Papers* 19
- Thurston, A. 2020 *Jihadists of North Africa and the Sahel: Local Politics and Rebel Groups*. Cambridge, Cambridge University Press
- Van Offelen, C. 2022 « L'orpaillage au Sahel : un vecteur de l'expansion du terrorisme ? » *Sécurité Globale* 30: 7-20
- Wilen, N. 2021 "Analysing (In)formal Relations and Networks in Security Force Assistance: The Case of Niger", *Journal of Intervention and Statebuilding* 15 (5): 580-597

Missions

Thinking Africa est un think tank panafricain non partisan, créé dans le but de produire des savoirs innovants au sujet du devenir africain. Ces savoirs sont diffusés à travers les partages d'expériences, le renforcement des capacités, les plaidoyers et l'appui aux institutions publiques, privées et aux sociétés civiles (www.thinkingafrica.org).

L'Observatoire des enjeux géopolitiques, sécuritaires et sociopolitiques au Sahel de Thinking Africa constitue un cadre unique d'échange d'idées et d'expertises, un laboratoire de réflexion pluridisciplinaire sur les problématiques complexes qui déstabilisent le Sahel (www.thinkingafrica.org/V2/observatoire-du-sahel/).

Objectifs

L'Observatoire du Sahel a vocation à créer des synergies de compétences pour entreprendre dans une approche holistique, des recherches pluridisciplinaires à toutes les échelles (internationale, régionale et locale). Il vise également à produire des études originales apportant une analyse novatrice sur les problématiques névralgiques du Sahel, offrant un regard local et formulant des recommandations concrètes basées sur des données récentes de terrains fournies par des acteurs locaux.

Une note produite dans le cadre d'un partenariat avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Depuis 2014, Thinking Africa collabore avec l'OIF. La présente collaboration porte sur la réalisation de notes d'analyse politique, par l'Observatoire du Sahel de Thinking Africa, à propos des enjeux géopolitiques, stratégiques et sécuritaires liés à la gouvernance, à la stabilité politique et au développement durable au Sahel.

« Avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ».

« Les propos énoncés dans la présente publication ne sauraient en rien engager la responsabilité de l'OIF, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle de l'Organisation ».

Contacts

Email: contact@thinkingafrica.org

Web: www.thinkingafrica.org